

Témoignage

A partir de notre édition de samedi
De retour de Kaboul, Alain Mingam,
reporter à l'agence Gamma,
témoigne pour les lecteurs du Quotidien du Peuple

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 7 MARS 1980 - No 46 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Contre la censure
de la *Tribune libre* CGT sur *FR3*

PLUSIEURS MILLIERS DE TRAVAILLEURS MANIFESTENT A PARIS



Lire page 3

Des gaz toxiques mortels contre le peuple afghan

Selon les réfugiés afghans et selon l'envoyé spécial de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, l'armée soviétique utilise des gaz mortels contre la population et les guérilleros en Afghanistan. Un crime qui doit être dénoncé internationalement !

Lire page 3

Caisses d'Épargne de Paris

Expulsés du siège, les grévistes occupent ailleurs

Expulsés du siège central, les grévistes occupent le centre du boulevard Sebastopol !

Voilà un bel esprit offensif ! Il importe de soutenir cette lutte. On peut s'adresser à la permanence syndicale, 19 rue du Louvre.

Vers 10 h, ce jeudi matin, la direction, que 150 à 200 employés empêchaient d'ouvrir les grilles de la Caisse centrale (19 rue du Louvre), a fait appel à la police qui est intervenue et a imposé par la force l'ouverture.

Les travailleurs d'un centre des PTT juste en face ont aussitôt débarrayé en solidarité.

Vers 11 h, une délégation de travailleurs du journal *Le Matin* venue apporter son soutien a été bousculée par les flics.

Lire page 3

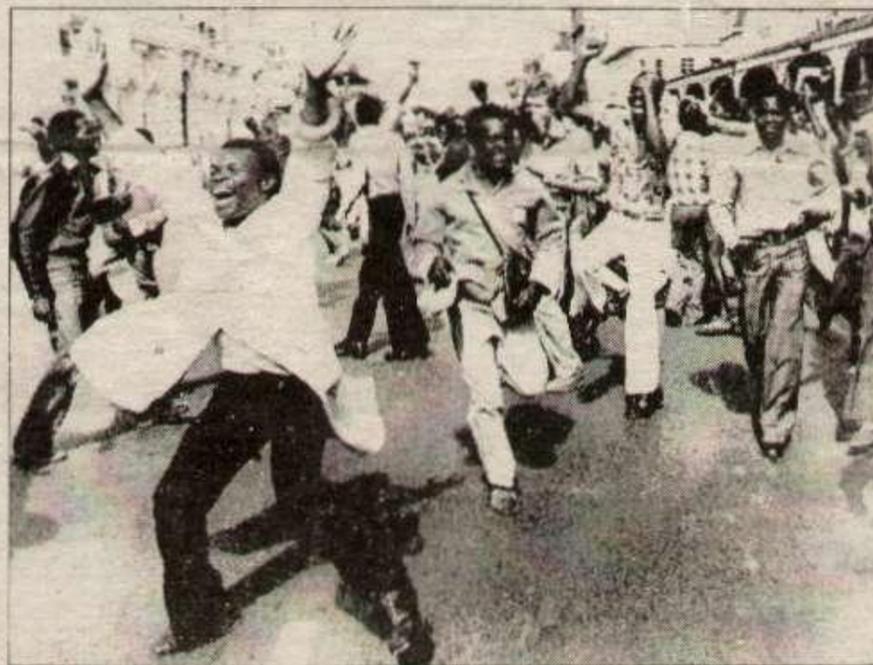
Europe verte : les capitalistes divisés

Lire en page 5

Les 17 Turcs sans-papiers suspendent leur grève de la faim

Lire en page 5

ZIMBABWE : UNE ÈRE NOUVELLE EST OUVERTE



La population africaine manifeste sa joie dans les rues de Salisbury à l'annonce de la victoire de la ZANU de Robert Mugabe. Le peuple d'Azanie (Afrique du Sud) a eu la même réaction. Les dirigeants racistes rhodésiens et sud-africains, les dirigeants britanniques et américains, sont obligés de tenir compte de la réalité des faits.

Une nouvelle page est ouverte dans l'histoire du Zimbabwe.

Lire page 6

Le cri d'un poète, au-delà des barreaux d'une prison



Abdellatif Laâbi, poète emprisonné depuis 1972. Sans doute le plus grand poète marocain de sa génération. Avec Abraham Serfaty et nombre de ses camarades, il quitte le parti révisionniste marocain dirigé par Ali Yata, pour fonder l'organisation marxiste-léniniste, Ilal Amam, en 1970. La revue *Souffles* dont il est co-directeur va se radicaliser.

Il est arrêté en 1972 pour «reconstitution de ligue dissoute» et «trouble à l'ordre public», et condamné à 10 ans de prison en 1973. Il a 37 ans maintenant.

Il est gravement malade, mais laissé sans soin. Il a eu le 2 décembre dernier une nouvelle crise cardiaque, avec perte de conscience. Il a repris conscience tout seul dans sa cellule.

Mais son courage ne faiblit pas. Comme il l'écrivait lui-même le 9 octobre : «En fait, je suis un drôle de prisonnier. (...) J'ai beau avancer en âge, c'est toujours la même (?) fureur qui me torde et me propulse, tête la première. Tout le contraire de la sagesse qu'on m'a sommé d'acquiescer pour redevenir «sociable». Finalement, la prison est un haut lieu de fidélité».

La voix du poète a déjà traversé les barreaux des prisons. Elle traverse aussi les frontières et les océans. Voici un extrait d'un poème écrit en prison et publié dans *L'arbre de fer fleurit*.

*Tu étouffes parfois
Cela te prend brutalement
L'absurdité des bourreaux
Puis des grilles
Puis toute ta passion de furie
Mais n'oublie pas
Ma bien-aimée
Toutes les épreuves de notre peuple
Toutes les inhibitions lestées de violence
Toutes les douleurs des mères anonymes
Des carrières centrales à tous les bastions de la résistance*

Les travailleurs marocains en lutte...

Les luttes paysannes, ouvrières et étudiantes se sont développées au Maroc, ces trois derniers mois. Les mineurs du phosphate sont en grève depuis presque quatre

mois. Le 24 janvier, les étudiants et les lycéens ont célébré la journée nationale de l'étudiant détenu pour les libertés démocratiques.



En France, le mouvement de solidarité contre les expulsions d'étudiants étrangers (dont plusieurs Marocains) se développe. Ci-dessus, manifestation à Brest devant la sous-préfecture.

Les étudiants réclament la libération des prisonniers politiques, celle des anciens responsables de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM) et la célébration de la mort de Saïda Menebhi, cette jeune militante marxiste-léniniste morte en prison des suites d'une grève de la faim en décembre 1977.

La journée a été très suivie dans les facultés et dans nombre de lycées, où des meetings ont été organisés. Suite à ces mouvements étudiants, des arrestations ont été opérées par la police, on en ignore le nombre exact.

Plusieurs étudiants arrêtés à Casablanca auraient inculpés de «troubles à l'ordre public» et «d'apparte-

nance à des organisations clandestines».

En riposte à ces arrestations, l'UNEM a lancé un mot d'ordre de grève dans les universités, les 5 et 6 février, suivi par tous les étudiants. Le 7, une conférence était organisée à Rabat pour dénoncer la vague de répression.

Dans le milieu paysan, suite aux manifestations dans la région de Beni Mella, 29 paysans ont été condamnés. Mellal, 29 paysans ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 3 ans de prison.

En France, une conférence de presse s'est tenue la semaine dernière à l'occasion de la publication aux Editions du Seuil d'un

livre du poète marocain emprisonné depuis 1972, Abdellatif Laâbi. Ce livre s'intitule «Le règne de la barbarie». Organisée par le Comité de lutte contre la répression au Maroc, par le Comité Laâbi, par la revue *Esprit* et par les Editions du Seuil, la conférence a également parlé du cas d'un autre prisonnier politique, Abraham Serfaty, marxiste-léniniste en prison depuis 1974, et de la vague de répression actuelle, suite aux divers mouvements revendicatifs.

Il y a plus de 600 prisonniers politiques au Maroc : des militants sahraouis dont le peuple est opprimé par l'armée marocaine, des soldats arrêtés lors de tentatives de soulèvements au

lié aux lois «Bonnet-Stoléro». On en parle aussi lorsqu'il s'agit des étudiants puisque les étudiants étrangers, notamment Marocains, sont soumis à beaucoup de pressions, de difficultés pour pouvoir s'inscrire dans les facultés. Et les mouvements de solidarité qui se sont développés depuis 2 mois à Nantes, à Angers et à Rouen montrent que, enfin en France, la lutte se développe en soutien aux étudiants étrangers comme elle s'est développée souvent avec les travailleurs immigrés, afin qu'ils ne soient pas considérés avec discrimination.»

Un étudiant marocain a également pris la parole pour dénoncer la tentative

au Maroc et en France

Abraham Serfaty, militant marxiste-léniniste emprisonné Le témoignage d'une française

Abraham Serfaty est une grande figure du peuple marocain. Membre ancien et influent du Parti communiste marocain, devenu révisionniste, qu'il a quitté en 1970, Serfaty a été arrêté en 1974 et condamné à perpétuité. Il se reconnaît lui-même comme juif arabe, militant marocain antisioniste et membre de la direction centrale de l'organisation marxiste-léniniste, Ilal Amam. Il est né en 1926.

Comme le montre un rapport publié dans le numéro de février de la revue *Esprit*, son état de santé est très grave, et l'on peut même dire que sa vie est en danger. Voici des extraits du témoignage présenté à la conférence de presse par une Française qui l'a connu personnellement.

«J'ai connu Abraham Serfaty, de mars 1972, date à laquelle la clandestinité a commencé pour lui, à novembre 1974, date à laquelle nous avons été arrêtés : Abdellatif Zerroual, qui est mort sous la torture, Abraham Serfaty, et moi-même à quelques jours d'intervalle. La dernière fois que je l'ai revu, c'était au parloir de la prison de Casablanca, en août 1976,

juste avant que je sois expulsée.

(...) En 1970, c'est l'année de la rupture. La rupture d'abord avec le Parti communiste marocain. Cette rupture se fait à propos des événements du Proche-Orient, à propos du Plan Rogers. Et cette «scission» comme on l'a nommée au Maroc a entraîné beaucoup de militants du Parti communiste marocain autour des deux noms qui étaient les deux co-directeurs de la revue *Souffles*, c'est-à-dire Laâbi et Serfaty.

En 1972, ils sont arrêtés tous les deux. La revue *Souffles* est interdite. Ils sont torturés. Mais la vague de grèves est telle que le pouvoir doit reculer : ils sont relâchés. Laâbi est repris au mois de mars.

Mais Serfaty arrive à glisser entre les mailles du filet de la police. Il choisit de rester au Maroc et de lutter dans la clandestinité. Epoque dont il a dit lui-même que c'était une des plus heureuses de sa vie, au sens où il avait rompu avec une vie qui lui pesait et où il avait connu l'amitié et la camaraderie et la solidarité militantes.

Il a été arrêté le 10 novembre 1974. Il voulait finir de tirer des tracts qui alertaient sur la disparition de son ami, Abdellatif Zerroual. Il pensait à juste titre que, Abdellatif étant jeune et peu connu, la police marocaine hésiterait beaucoup moins à le faire disparaître.

Avec tous les autres camarades qui ont été arrêtés à cette époque (ils étaient

à peu près 200, je crois), il a passé 15 mois dans un centre secret de détention, les yeux bandés, les menottes aux mains, torturé pendant les premiers jours. Pendant 15 mois, leurs yeux

n'ont jamais été débandés ni leurs mains libérées.

Ils ont été jugés au procès de Casablanca en janvier et février 1977. Abraham Serfaty a été condamné à la prison à perpétuité. Il a subi en plus une période d'isolement complet, qui a été pour lui l'une des choses les plus dures. Dans la pièce où il était, la lumière n'était jamais éteinte et il était toujours placé face à la lumière. Et quand il s'endormait, la police le réveillait. Il dit lui-même qu'il est arrivé au bord de la folie, au bout de ces 15 mois.

En janvier 1978, grâce à la pression extérieure, il a été conduit à la prison de Kenitra où il est actuellement. Et la vie collective a été pour lui un changement tel qu'il est devenu un autre homme : il peut lutter contre la maladie par le fait qu'il vit avec d'autres camarades, discute avec eux, se promène dans la cour avec eux, dort avec eux...»

début des années 70 et plusieurs centaines de militants accusés d'appartenir à des organisations clandestines marxistes-léninistes.

EN FRANCE, CONTRE LES LOIS BONNET-STOLERU

Mais cette répression est prolongée en France même contre les travailleurs et étudiants marocains. On se souvient de l'enlèvement et l'assassinat en 1965 de Ben Barka, opérés grâce à la complicité de la police française. Aujourd'hui c'est contre les lois Bonnet-Stoléro que les travailleurs marocains ont à se battre. Dans les facultés, le mouvement de solidarité Français-immigrés gagne en ampleur.

Voici ce qu'en dit le représentant du comité de lutte contre la répression au Maroc :

«Il faut ajouter la répression que les Marocains subissent en Europe, en tant que travailleurs immigrés ou en tant qu'étudiants. Cette répression se fait en France, notamment, et dans d'autres pays comme la Belgique ou la Hollande, avec la coopération des polices nationales, française ou belge.

On en parle beaucoup actuellement, dans la mesure où elle est de plus en plus

d'assassinat d'un ancien responsable de l'UNEM, aujourd'hui militant de l'Association des Marocains en France. Cette tentative d'assassinat a eu lieu le 13 décembre à minuit, près de Nanterre. «Le caractère politique de cette agression ne fait aucun doute quand on sait que les opposants au régime marocain sont souvent l'objet d'agressions et d'intimidations de la part d'agents de la police marocaine opérant en toute liberté sur le territoire français, sous couvert de l'Armée des Commerçants et Travailleurs marocains en France.» affirme un communiqué de l'Association des Marocains en France et du Comité de lutte contre la répression au Maroc.

Claude LIRIA

* Vous pouvez acheter les œuvres de Laâbi à la librairie des Herbes Sauvages, et à la Librairie populaire à Paris : *Le règne de barbarie* (Seuil) ; *L'arbre de fer fleurit* (PJ Oswald) ; *L'aïl et la nuit* (Inéditions Barbare) ; *Chroniques de la cité d'exil* (idem) ; ainsi que le recueil de lettres et poèmes de prison, de Saïda Menebhi.

Des gaz toxiques mortels contre le peuple afghan

C'est au prix de moyens meurtriers inhumains que l'armée soviétique tente de venir à bout de la résistance afghane dans la province de Khunar, l'un des bastions jusqu'ici tenus par les rebelles : selon des réfugiés arrivés au Pakistan, des bombes de gaz mortels sont utilisées contre les villages et les positions tenues par les guérilleros.

Rappelons, s'il en était besoin, que l'utilisation de telles armes chimiques est formellement interdite par les organismes internationaux.

Profitant de la fonte des neiges qui rend certaines régions montagneuses plus accessibles aux blindés, l'armée soviétique en coordination avec l'armée afghane a commencé depuis la semaine dernière ce qu'on pourrait appeler l'offensive militaire du printemps. L'objectif de cette offensive : reprendre la province de Khunar, proche du Pakistan. Selon des réfugiés, des avions de combat soviétiques ont largué des bombes de gaz mortels pour venir à bout des maquisards. Les réfugiés racontent que lorsque les bombes touchent le sol, une fumée bleu-vert s'en dégage. Les villageois atteints sont alors comme fous, ils deviennent paralysés, vomissent puis meurent.

LAOS-CAMBODGE
AFGHANISTAN

Rappelons entre parenthèses qu'à plusieurs re-

prise, les résistants cambodgiens ont eux aussi fait mention de l'utilisation de gaz toxiques mortels par l'armée vietnamienne. Les symptômes sont hémorragies et vomissements de sang, plaques noires sur le corps mort. Selon les Cambodgiens et les Laos, témoins de tels bombardements, les gaz toxiques seraient de fabrication soviétique.

L'Humanité de ce jeudi publie en bref le démenti de l'agence Tass sur cette affaire. Mais, les témoignages de sources diverses sont trop graves pour que l'opinion internationale se contente d'un démenti : il faut que l'ONU ou d'autres organismes internationaux envoient sur place une commission d'enquête.

Déjà, l'envoyé spécial de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Mike Barry, dans la région a affirmé mercredi que l'armée soviétique a utilisé des

L'Agence Tass contre un journal yougoslave

L'agence soviétique Tass a violemment attaqué l'hebdomadaire yougoslave Nin. En effet, l'URSS est de plus en plus mécontente de la façon dont les journaux yougoslaves rendent compte de l'intervention soviétique en Afghanistan. Cette fois-ci, l'agence Tass proteste contre la présentation des émeutes de Kaboul, décrites comme une insurrection populaire contre l'invasion étrangère.

Jusqu'ici, l'agence Tass n'a pas encore osé critiquer publiquement le gouvernement yougoslave. Elle se contente de s'en prendre à la presse.

gaz empoisonnés contre la population et que des femmes et des enfants ont été massacrés.

Selon lui, 130 000 habitants de la province de Khunar ont fui vers le Pakistan. Rappelons que Mike Barry, que nous avons interviewé dans nos colonnes, il y a quelques semaines, peut difficilement être taxé de «pro-impérialiste» puisqu'il a activement milité aux USA contre la guerre d'agression américaine au Vietnam. Un témoin difficile à récuser pour Moscou...

Une autre personnalité américaine, célèbre aussi pour son engagement contre la guerre du Vietnam, la chanteuse Joan Baez, a affirmé il y a quelques mois que des réfugiés laos, rencontrés dans des camps en Thaïlande, portaient aus-

si les traces d'armes chimiques.

UNE ENQUETE SERIEUSE

Il serait important qu'une enquête sérieuse établisse si les gaz utilisés au Laos et au Cambodge sont les mêmes que ceux utilisés en Afghanistan.

Il y a près de 30 ans, le peuple français se mobilisait massivement contre la venue en France du général américain, Ridgway-la-Peste, ainsi nommé parce qu'il fut le premier à utiliser les armes bactériologiques contre le peuple coréen. Laisserons-nous de tels crimes se reproduire, sous prétexte que cette fois, c'est l'URSS qui est responsable ?

Claude LIRIA

Contre la censure de la «Tribune libre» CGT sur FR3 Plusieurs milliers de travailleurs manifestent à Paris

Plusieurs milliers de travailleurs ont accompagné mercredi matin la commission exécutive de la CGT pour protester contre l'interdiction de la «tribune libre» de la CGT sur FR3.

Rappelons que cette tribune, interdite pratiquement sur ordre de la direction de Peugeot, traitait justement des libertés dans les entreprises, libertés auxquelles de graves atteintes sont de plus en plus souvent portées ces derniers temps, en particulier les libertés syndicales (l'émission réalisée par la CGT dénonçait cette répression patronale dont relève directement le suicide d'un jeune délégué CGT à Peugeot-Sochaux). L'interdiction de cette tribune est une grave première, s'agissant d'une émission où les organisations sont censées pouvoir s'exprimer librement !

La CGT avait demandé à rencontrer le premier ministre (après avoir écrit notamment au président de la République qui n'a d'ailleurs donné aucune réponse). Mais Barre avait fait savoir qu'il ne recevrait pas la CGT : il n'est pas là «pour faire le joli cœur» comme il dit. Il est là pour conduire l'offensive anti-populaire, anti-sociale que gouvernement et patronat mènent maintenant de-

puis des années, à travers une suite de plans auxquels le non du premier ministre est attaché et qui restera de sinistre mémoire dans l'histoire de notre pays !

Les abords de Matignon étaient en conséquence quadrillés par d'importantes forces de police : la manifestation fut arrêtée rue de Varennes par un barrage de gardes-mobiles.

Les libertés ? Les Giscard-Barre s'emploient à les réduire dans tous les domaines ; pour les travailleurs naturellement : c'est la contre-partie de la liberté largement accordée aux patrons, d'exploiter comme bon leur semblent les travailleurs, quitte à ne pas respecter même leurs propres lois.

Ces limitations du droits et libertés que les travailleurs ont conquis par le passé au prix de grands combats vont de pair avec les atteintes au pouvoir d'achat, aux conditions de vie et de travail, à la santé, à l'emploi, pour notre peuple.

Il importe de mener, dans l'unité la plus large le combat pour la défense de tous ces droits menacés.

Gilles CARPENTIER

Montpellier

Les travailleurs de Super M, Monoprix, Genin ensemble devant la préfecture

Déterminés à poursuivre leur grève et à la faire connaître au maximum, les employés de Super M et de Monoprix se sont rassemblés devant la sous-préfecture de Montpellier pour soutenir leur délégation, le 3 mars. Après quinze jours de grève pour Super M et douze pour Monoprix, il faut reconnaître que la combativité n'a pas faibli et ce malgré la fermeture de Monoprix décidée par le patron, une mesure de répression évidente contre les grévistes. C'est bien ainsi d'ailleurs que les employés de Monoprix le jugent.

A leur sortie de la préfecture, les délégations annonçaient que le directeur général de Paris devait se rendre à Montpellier le mercredi 5 mars et s'entretenir avec les délégués et aussi que la préfecture apporterait un soutien aux cas les plus dramatiques. Au cours de l'entretien à bâtons rompus avec quatre employés, nous avons parlé de ce soutien. L'une d'elles racontait comment par le passé, elle avait eu l'occasion de savoir de quel genre de soutien il s'agissait. De multiples enquêtes et interrogations qui finalement n'aboutissaient à rien : les cas paraissant rarement suffisamment dramatiques.



Les travailleurs de Genin devant le siège social.

Nous avons parlé ici d'un autre soutien, celui des entreprises tel Sud Couleur, la SNCI (transports Urbains) etc... qui ont apporté un soutien financier mais aussi fraternel des travailleurs qui connaissent la lutte. Et pour continuer la lutte, les grévistes ont l'intention d'organiser un bal dont la date sera fixée entre le 9 et le 14 mars et se tiendra dans une salle de la mairie de Montpellier.

GENIN : LES TRAVAILLEURS REFUSENT LE CHOMAGE !

Les 60 travailleurs de Genin-Travaux publics refusent d'être licenciés à cause du dépôt de bilan de leur entreprise et ont décidé de frapper fort le mardi 4 mars, en mettant du matériel lourd sur une des avenues les plus fréquentées et les plus centrales de la ville. Ils ont

montré leur colère et leur volonté de ne pas subir la loi du patron, celle du licenciement. Avec les grévistes de Super M et Monoprix, ils se sont retrouvés devant la préfecture, animés par la même combativité.

Correspondant Montpellier

Caisse d'Épargne : expulsés du siège, les grévistes occupent ailleurs

Mercredi, on le sait, à 8 h 15 du matin, les grévistes de la Caisse d'Épargne de Paris ont été expulsés de leurs locaux, rue du Louvre, après que les flics aient pénétré dans l'enceinte du siège en brisant une porte et en cisailant les chaînes, les grévistes ayant refusé de se plier aux sommations d'usage. La direction avait souhaité une expulsion discrète pour son image de marque. Les grévistes lui ont répondu par le vacarme des mots d'ordre offensifs et le blocage de la rue du Louvre malgré d'importantes forces de police. Dans la matinée de mercredi, plusieurs centaines de grévistes sont partis ensuite en manifestation vers la Bourse du travail et arrivés à l'angle du boulevard Sebastopol-Etienne Marcel, au lieu de se diriger vers le lieu prévu, prirent spontanément le boulevard Sebastopol dans le sens contraire de la circulation, à la grande surprise des flics qui, eux, furent obligés de suivre le courant de la circulation. Apercevant alors l'immeuble abritant le service des prêts au 35 boulevard Sebastopol, un groupe important de grévistes s'en-

gouffrait dans l'entrée du 35 et envahissait les différents étages faisant sortir les non grévistes ainsi que les chefs. A 13 heures, ils contrôlaient tout l'immeuble. Dans le même temps, une assemblée générale se tenait à la Bourse du Travail. Par un vote quasi unanime, les grévistes devaient exprimer leur approbation de l'action menée juste avant.

Ce qui est frappant dans ce conflit, c'est l'intense combativité des employés dans un secteur où l'on est traditionnellement «poli».

Voilà qui traduit bien le «ras-le-bol» des employés devant une direction autoritaire dont le seul but est l'augmentation toujours plus poussée de la productivité (augmentation de la masse de travail : plus de 40% en 1979 par rapport à 1978 !) qui s'accompagne d'un mépris total pour les travailleurs de l'entreprise de leurs conditions de vie et de travail.

Il semble en tout cas que les écureuils ont plus d'une noisette dans leur sac ! Ils n'ont qu'une seule volonté : vaincre !

Richard FEUILLET

Les 17 Turcs sans papiers suspendent leur grève de la faim

« Notre véritable terrain de lutte : les ateliers du sentier »

Après les premiers succès de la mobilisation, leur objectif est d'élargir et organiser le mouvement dans les ateliers, pour la régularisation de tous



La manifestation du 3 mars du Sentier à la Bourse du Travail : 2 000 pour des « cartes de travail et cartes de séjour ».

Les 17 travailleurs turcs de la confection ont suspendu la grève de la faim, ce mercredi 5 mars. Ils l'avaient commencé le 11 février. Il s'agit pour eux d'élargir le mouvement, de l'organiser dans les ateliers, après les premiers succès remportés (meeting à la Bourse du Travail, gala à la Mutualité et manifestation de rue lundi 3 mars). Nous publions l'intégralité de leur communiqué.

« Aujourd'hui nous sommes arrivés au 24ème jour de notre grève de la faim.

Il y a 24 jours, le 11 février, nous, les 17 ouvriers turcs sans papiers de la confection, nous avons commencé notre lutte pour que cessent la surexploitation et les conditions de vie et de travail inhumaines de tous les travailleurs turcs sans papiers de la confection.

Notre lutte s'est élargie immédiatement parmi les travailleurs turcs sans papiers et le 22 février, à la Bourse du Travail, plus de 2 000 travailleurs ont démontré leur résolution pour obtenir leur régularisation, pour faire cesser leur surexploitation. Chaque jour de notre grève de la faim a vu l'élargissement de notre lutte dans les ateliers, dans les maisons parmi les travailleurs turcs sans papiers et a attiré l'attention de l'opinion publique française sur notre situation inhumaine. En se réunissant par milliers à la Mutualité le 2 mars, en s'arrêtant de travailler massivement et en manifestant par milliers dans les rues du Sentier le 3 mars, nous avons démontré combien est grande notre volonté et notre résolution pour obtenir notre droit de régularisation.

Comme vous savez, grâce à cette grande lutte, le gouvernement a été obligé de nous reconnaître comme des travailleurs et non plus comme des clandestins et ils ont accepté de former un groupe de travail le 22 février où nos représentants et la CFDT étaient présents. Mais pour nous les propositions du gouvernement et du patronat n'étaient pas de vraies réponses à nos revendications.

Le 5 mars, durant la deuxième réunion du groupe de

travail, grâce à l'élargissement de notre lutte, le gouvernement a promis de surseoir toutes mesures d'expulsion contre les travailleurs turcs sans papiers jusqu'à la fin des réunions du groupe de travail et il a précisé qu'aucune sanction, ni discrimination ne seraient prises à l'encontre des grévistes de la faim.

Par ailleurs, le gouvernement a pris une attitude plus souple sur le contrat de travail, mais par contre il a précisé qu'il prendrait en considération, d'une façon « bienveillante » seulement, les cas des travailleurs qui

sont rentrés avant juillet 1976 en France.

Cette proposition est inacceptable pour nous. Notre lutte a commencé pour la régularisation de tous les travailleurs turcs sans papiers de la confection et nous avons dès le début, refusé la régularisation d'une partie seulement des travailleurs, la régularisation des grévistes de la faim. Nous refusons donc que continue pour une grande partie de nous les conditions de travail et de vie inhumaine, la surexploitation.

Aujourd'hui, il faut que notre mouvement s'élargisse. Cette lutte ne peut réussir qu'en s'organisant dans les ateliers, en s'élargissant sans arrêt dans le quartier Sentier.

Nous, au 24ème jour de jeûne, nous suspendons notre grève de la faim pour

élargir cette lutte dans les ateliers du Sentier, pour lutter ensemble, avec nos camarades, pour obtenir notre droit de régularisation.

A partir d'aujourd'hui, notre véritable terrain de lutte sont les ateliers du Sentier et nous obtiendrons coûte que coûte tous ensemble, organisés syndicalement, le droit de vivre et travailler décemment. Nous appelons tous les travailleurs turcs sans papiers à participer encore plus massivement à notre lutte.

Nous saluons fraternellement toutes les organisations qui nous ont soutenus dans cette lutte, ceux qui ont contribué à la populariser et ceux qu'elle a sensibilisés et nous les invitons à nous soutenir aussi massivement dans la poursuite de notre action.

Communiqué
des grévistes de la faim
le 5 mars 1980

« 61 mois de lutte, et ce n'est pas fini ! »

SONACOTRA ET AFRP DE SAINT-DENIS
CONFÉRENCE DE PRESSE AVEC DÉBAT PUBLIC
LE VENDREDI 7 MARS A 18 H 30
AU FOYER, 93 AVENUE ROMAIN ROLLAND
SAINT-DENIS (Autobus 153 B)

Depuis notre existence en France, nous avons toujours parlé de notre situation car nous sommes seuls à connaître nos problèmes et nos conditions de vie, de travail et de logement. Non seulement nous sommes des travailleurs exploités, mal payés et mal logés, mais aussi nous subissons tous les jours l'exploitation plus que tout autre travailleur. Il n'existe pas de libertés même les plus élémentaires pour nous, dans les foyers on nous interdit de recevoir qui nous voulons, de nous réunir et d'emmener des films de notre choix, on nous ferme les salles soi-disant culturelles, dans la rue, dans le métro et au foyer encore, on nous contrôle les papiers par la police avec sauvagerie, on nous expulse hors du foyer et hors de France.

Cette situation s'aggrave pour nous avec la loi Bonnet et les projets en cours de Stoléro et D'Ornano...

[...] C'est pourquoi les travailleurs immigrés appellent tous ceux qui cherchent la vérité à venir participer à la Conférence de presse et au débat qui porteront sur :

- 1) La situation actuelle des travailleurs immigrés en France.
- 2) Tous les projets de la loi (Barre, Ornano, Bonnet, Stoléro) qui choisissent comme cible la classe ouvrière toute entière, et les immigrés en particulier.
- 3) L'expulsion des résidents dans les foyers en lutte par décision de justice arbitraire et pour d'autres immigrés l'expulsion hors de France.

FRANCAIS-IMMIGRES SOLIDARITE I

Les Comités de résidents des Foyers SONACOTRA et AFRP de Saint-Denis

Coordination contre les lois Bonnet-Stoléro du 1er mars 1980

A l'appel du comité de vigilance de Saint-Denis (région parisienne), une vingtaine de collectifs unitaires et d'organisations démocratiques de la région parisienne étaient réunis le samedi 1er mars 1980 pour envisager la coordination de la riposte aux projets racistes du gouvernement.

Un long échange d'expériences a permis de rendre compte qu'en marge des luttes les plus importantes menées par les étudiants et les sans-papiers turcs, un travail de mobilisation souvent embryonnaire, mais rassemblant un éventail de forces assez large, avait commencé dans diverses localités de la région parisienne.

D'autre part, le désir d'une riposte efficace et le refus des divisions qui ont affaibli la lutte contre la loi Bonnet se sont fait sentir dans de nombreuses interventions.

Les participants se sont séparés après s'être accordés sur la volonté de mener une campagne sérieuse en profondeur contre les projets racistes du gouvernement : Bonnet, Stoléro, D'Ornano ; sur la nécessité d'une riposte centrale pour empêcher l'adoption des mesures Stoléro et D'Ornano ; sur l'appel à développer le plus possible de collectifs unitaires suivant les conditions locales, toutes les forces susceptibles de s'opposer aux mesures racistes.

Enfin, la coordination a pris position en faveur de toutes les initiatives visant à coordonner les luttes contre les mesures racistes au niveau national et appelle à participer à toute initiative dans ce sens.

Par ailleurs, le collectif départemental sera mis en place dans cet esprit en Seine-Saint-Denis.

Adresse du Comité de vigilance de Saint-Denis,
8, rue Suger, 93 Saint-Denis, Tél : 243 90 20

Europe verte

Les capitalistes divisés

Malgré deux jours de discussions serrées, les neuf ministres de l'Europe verte n'ont pu aboutir à un accord tant sur le mouton que les excédents laitiers. Sur le terrain, les producteurs de lait, ceux de légumes et les éleveurs de moutons continuent leurs manifestations dans notre pays.

La campagne anti-anglaise redouble d'ardeur en France et le président de la FNSEA, M. Guillaume, a clairement laissé entendre lundi soir à *France-Inter* que le départ des Anglais de la CEE l'arrangerait bien.

Tout va très bien sauf pour les petits producteurs de lait et les éleveurs de moutons. Mais ça les grandes de l'Europe n'en moquent saut quand ils peuvent utiliser le mécontentement à leur profit pour exiger une plus grande part du gâteau.

L'AGRICULTURE EUROPEENNE EST TRÈS DIVERSE DANS SES STRUCTURES

Dans les pays de l'Europe des Neuf la situation est très diversifiée en ce qui concerne l'agriculture. Ainsi en Grande-Bretagne les petits et moyens paysans sont très peu nombreux ainsi qu'aux Pays-Bas et au Danemark. En France et en RFA par contre ils sont très nombreux encore par rapport à la population agricole globale.

Ceci a des répercussions sur la politique des ministres de chaque pays qui doivent tenir compte de cette situation ainsi que de l'organisation des marchés intérieurs, l'organisation économique.

Cela se reflète dans l'affaire du mouton et dans celle du lait.

L'AFFAIRE DU MOUTON

Il y a belle lurette que les capitalistes français et anglais sont divisés sur cette question et pour cause. Les capitalistes anglais détiennent les capitaux des sept plus grandes compagnies de vente de la viande de mouton et ont ainsi acquis un quasi-monopole dans cette branche.

Leur marché intérieur est bien protégé et les éleveurs de mouton sont subvention-

nés. Donc ils ont d'immenses avantages qu'ils ne tiennent pas à perdre de vue.

Du côté français l'élevage est dispersé 90 % des éleveurs 1150 000 en tout, moins de 500 brebis par élevage et dans certaines régions l'élevage du mouton est la seule activité agricole. Aussi sont les très nombreux à exiger des prix garantis qui leur permettraient de vivre de leur travail.

Pour l'instant aucun accord n'est intervenu. Les Anglais veulent une zone de libre échange, les Français veulent l'organisation des marchés intérieurs de la CEE, l'unité des prix et la préférence communautaire.

Ceci n'empêchera pas l'élimination des petits et moyens éleveurs par des firmes agro-alimentaires et le Crédit Agricole par le phénomène de l'intégration.

LE LAIT

Tous les ministres sont tombés d'accord pour refuser la super taxe de 1 F par litre de lait en cas d'excédent sur la production de 1979, mais ils sont divisés sur la manière de limiter les excédents et sur la responsabilité des excédents.

Qui faire payer, voilà le dilemme pour ces capitalistes. Les capitalistes français par la bouche de Mehaignerie voudraient sanctionner les exploitations de plus de 200 000 litres de lait par an, les capitalistes anglais, hollandais et danois visés par ces mesures veulent faire payer les petits et moyens producteurs français et allemands.

Le lait a été pour de nombreux exploitants petits et moyens y compris une manière de vivre un peu plus correctement. Mais là aussi la structure s'est modifiée à partir du moment où les capitalistes ont trouvé que c'était là une source de revenus considérables. Ils ont restructuré les exploitations, les circuits de distribution, donné des primes à la qualité, etc. choses dont les gros producteurs ont bénéficié très largement alors que les petits n'avaient ni les moyens de s'équiper, ni de vendre du lait aussi bien traité que les gros producteurs.

AFFAIRE A SUIVRE

Ces deux dossiers épineux n'ayant pas été résolus, le «débat» avec marchandages à l'appui sera poursuivi le 31 mars et le 1er avril. Et ce qui risque d'en sortir prendra la forme d'un drôle de poisson d'avril pour bien des petits et moyens paysans français surtout que la loi d'orientation sera définitivement votée. Alors Mehaignerie aura peut-être moins de scrupules à sacrifier les plus faibles sur l'hôtel du profit.

Yves LEPIC

Zimbabwe : une ère nouvelle est ouverte

Par Claude Lebrun

Editorial

Une victoire historique

Commencée les 28 et 29 avril 1966, la lutte armée du peuple du Zimbabwe était interrompue à la fin de l'été dernier pour laisser la place aux négociations, c'était l'ouverture de la conférence de Londres. Elle a exigé des concessions de part et d'autre. Pour sa part, le Front Patriotique (ZANU et ZAPU) tout en maintenant l'essentiel de ses positions de principe sur les conditions de l'indépendance, concédait que les blancs aient vingt sièges au futur parlement. Il concédait également la présence des auxiliaires de l'armée rhodésienne, alors que celle des sud-africains n'était pas réglée.

Quant aux racistes rhodésiens, ils acceptaient le retour au Zimbabwe de toutes les forces armées de la ZANU et de la ZAPU et que les militants de ces deux organisations puissent participer aux élections en ayant des moyens d'expressions légaux et libres. Le second point portait sur le nombre de points de rassemblement des forces de l'ex-guérilla et leur emplacement.

Le résultat de ce compromis a fait que l'homme des racistes, l'évêque Muzorewa, s'est retrouvé isolé et sans pouvoir réel. Et comme ce sont les forces patriotiques qui avaient libérées l'écrasante majorité de la population africaine, la débâcle électorale du fantôme ne fait que sanctionner la réalité. Or cette réalité elle a été acquise par les très lourds sacrifices consentis par le peuple zimbabwéen, car celui-ci soutenait massivement ses représentants, en fonction aussi de l'importance réelle de l'implantation respective des deux organisations du Front. La victoire électorale sanctionne donc le succès de la lutte armée, qui a été la condition première permettant de déboucher sur une situation nouvelle et plus favorable aux véritables représentants du peuple.

L'écrasante victoire électorale de la ZANU de Robert Mugabe, c'est aussi la victoire d'une ligne politique véritablement anti-impérialiste, qui ne s'appuie pas sur le social-impérialisme russe pour combattre les impérialistes occidentaux tel que le fait Nkomo de la ZAPU.

«La révolution c'est d'abord le peuple», tel est le principe mis en œuvre par la ZANU, et qu'elle entend bien continuer à mettre en application. Pour la ZANU, il faut partir de l'histoire et de la culture, africaines, du peuple, ne pas importer un système tout fait de l'extérieur. «Nous voulons établir un système économique et social qui nous fera passer à une nouvelle étape révolutionnaire», disait Eddison Zvobgo (du comité central de la ZANU) en avril 1979. Mais aussi : «Dans notre pays, nous avons trouvé que l'expérience chinoise était très riche d'instruction». Il ajoutait : «Le concept de la ligne de masse, «partir des masses pour retourner aux masses», le concept de vivre au sein du peuple, la méthode de résolution des contradictions au sein du peuple, la nécessité d'éliminer l'élitisme, de manière à avoir non pas une égalité bourgeoise mais une égalité réelle qui se manifeste dans les rapports entre les gens qu'on voit à l'œuvre dans la lutte armée, ce sont des concepts qui sont les nôtres».

La ZANU s'est appliquée à les mettre en œuvre dans les zones libérées et sous son contrôle. Par exemple, grâce aux milices populaires, la population prenait en main directement la sécurité de la zone libérée. Elle parvenait à répondre aux besoins des masses en matière de santé. Les forces de libération ont également pris en main la relève dans le domaine de l'éducation, avec des méthodes et des programmes qui diffèrent radicalement de ceux du colonialisme. Les paysans étaient incités à s'organiser pour contrôler leur production au sein de coopératives agricoles ou d'élevage, etc.

Tous ces acquis vont être d'un poids positif pour transformer la société. Avec bien sûr des incertitudes ou interrogations, telles que l'attitude des colons blancs (qui ne sont en fait qu'une petite minorité, mais conservent aujourd'hui un certain pouvoir). Car le pouvoir gouvernemental n'est pas un but en soi, la victoire électorale des forces patriotiques les plus conséquentes n'est qu'une étape. Bien des difficultés les attendent, outre les colons il y a notamment l'incertitude de l'attitude que va avoir le gouvernement raciste sud-africain.

Une chose est certaine, c'est qu'une nouvelle page de l'histoire du Zimbabwe est ouverte et qu'elle est un grand encouragement pour les peuples frères d'Azanie et de Namibie. C'est aussi une grande victoire historique contre le colonialisme et l'impérialisme et donc un grand encouragement pour tous les peuples du monde.

Claude LEBRUN

«La majorité n'opprimera pas la minorité»

déclare Robert Mugabe, président de la ZANU et chargé de former le nouveau gouvernement

Robert Mugabe, président de la ZANU, sorti grand vainqueur des élections, contacte toutes les forces politiques (y compris chez les colons blancs) pour former un gouvernement de «large front national».

En même temps, il compte travailler en étroite collaboration avec le chef des forces armées rhodésiennes pour réaliser le «processus d'intégration» des forces armées de l'ex-guérilla avec l'armée rhodésienne.

La date officielle de la proclamation de l'indépendance sera fixée entre lord Soames et le nouveau gouvernement. Cela pourrait être dans trois semaines.

Le futur gouvernement, a déclaré Robert Mugabe,

«fera tout pour donner un sentiment de sécurité à chacun, vainqueur ou vaincu. La majorité n'opprimera pas la minorité. Ce sera une coalition avec les membres des autres communautés à qui la Constitution avait interdit d'être nos candidats» (ving députés blancs imposés). Il a souligné que «les préjugés raciaux devront disparaître complètement».

OBJECTIFS ECONOMIQUES

Pour arriver à faire les transformations économiques nécessaires, pour l'avènement d'une société plus juste «nous devons utiliser les structures existantes». Il veut éviter un exode

précipité des colons blancs qui causerait des difficultés économiques importantes dans l'immédiat. «Nous ne toucherons ni aux droits de propriété, ni aux retraites des fonctionnaires. Nous ne voulons pousser personne à quitter ce pays. Nous bâtissons l'avenir à partir de la base de la société actuelle, qui est capitaliste».

C'est ce qu'indiquait R. Mugabe ce mardi. Mais une des principales préoccupations des forces patriotiques c'est le sort des travailleurs noirs, telle la ségrégation raciale dans l'emploi. «Nous devons promouvoir les noirs qui ont souffert de la discrimination dans le passé», a indiqué Mugabe.

«La redistribution de la

terre et l'assistance gouvernementale» sont nécessaires à la paysannerie, a-t-il indiqué. Il a exclu toutefois les nationalisations ou saisie des terres.

Cette position pour une société non raciste, R. Mugabe l'expliquait en octobre 1977, lors d'une conférence de presse à Bruxelles : «Nous avons tiré la leçon du racisme. Cela ne vaut rien. Nous voulons renverser le processus, non pas jusqu'au point où nous deviendrons les oppresseurs des blancs parce que nous sommes une majorité de noirs, mais de façon à créer l'égalité et à créer une société non raciste. Nous ne voulons pas que des critères racistes soient inscrits dans la Constitution».

Réactions dans le monde

La victoire électorale de la ZANU a suscité la satisfaction unanime des pays africains. Ainsi, le président de la Zambie, Kaunda, a parlé de «grand moment historique».

EN AZANIE (AFRIQUE DU SUD)

Tout d'abord le peuple Azanien. Comme son frère du Zimbabwe, il a explosé de joie à l'annonce des résultats. Cette victoire est pour lui un grand encouragement dans sa lutte contre l'odieux régime d'apartheid et pro-impérialiste.

Quant aux dirigeants racistes sud-africains, qui soutenaient Muzorewa, le premier ministre Botha s'est borné à dire que «Les Rhodésiens devront apprendre à vivre avec le résultat des élections». Avant les élections, ils menaçaient ouvertement d'intervenir militairement si le Front patriotique (mais surtout la ZANU) parvenait au pouvoir. Mardi matin, Botha déclarait que son gouvernement ne s'ingérerait pas dans les affaires

intérieures du Zimbabwe, que ses relations pourraient être semblables à celles qu'il a avec le Mozambique. A propos de ce dernier, il appuyait pourtant les raids meurtriers effectués par les mercenaires rhodésiens contre les camps de guérilleros du Zimbabwe. Donc à voir...

Les racistes sud-africains veulent bien paraître discuter avec les Azaniens... mais seulement s'il s'agit de fantômes du type Muzorewa. Alors, pour eux, c'est plutôt l'amertume et l'inquiétude.

GRANDE-BRETAGNE

Officiellement, c'est la «satisfaction», exprimée par le ministre des Affaires étrangères ; c'est le pragmatisme traditionnel du gouvernement. Mais il ne s'attendait pas à l'effondrement de son protégé, l'évêque Muzorewa qu'il prétend même ne pas avoir cherché à faire élire, il a peur aussi pour l'avenir de ses intérêts capitalistes, il cherche à s'adapter et même à tirer parti de la situation.

Alors que les éléments les plus à droite du parti conservateur de Mme Thatcher traitent Mugabe de «marionnette de Moscou», Lord Carrington et Sir Ian - porte-paroles autorisés du gouvernement - répliquent «M. Mugabe n'est pas sous l'influence des soviétiques, tout au contraire». Quant à Mme Thatcher, elle s'est abstenue d'envoyer un message de félicitations à Mugabe.

Devant les résultats des élections, et tout en se donnant le bon rôle, les réactions de la presse britannique sont dans l'ensemble favorables.

Le Financial Times écrit : «Si tout se passe bien dans les prochaines semaines - et cela pourrait encore aller mal - alors, la Grande-Bretagne se sera honorablement acquittée de sa dernière responsabilité coloniale en Afrique.»

Le Times : «Lord Carrington et Lord Soames ont assuré une réussite diplomatique qui paraissait souvent impossible.»

Amer, le Daily Telegraph écrit : «Nous devons admet-

tre que pour le meilleur ou pour le pire, le Zimbabwe échappe rapidement à notre faible contrôle et trouve son propre salut.»

ONU

Le secrétaire Kurt Waldheim, a souhaité que «le résultat des élections débouche sur une configuration politique stable».

URSS

L'agence Tass parle de succès électoraux des deux composantes du Front Patriotique (La ZAPU de Nkomo étant très influencée et appuyée par les russes) et que ça ouvre la voie à la formation d'un gouvernement d'union nationale entre Mugabe et Nkomo.

USA

Dans les milieux officiels on se dit «surpris» des résultats. Le gouvernement avait promis une «aide économique», la maintiendra-t-il ?

80% de la population africaine était antérieurement sous le contrôle du Front patriotique (ZANU-ZAPU)

Lors d'une interview réalisée par Jean-Pierre Champagny, Eddison Zvobgo, membre du Comité central de la ZANU, expliquait qu'il y avait à ce moment-là «trois sortes de régions au Zimbabwe» :

«D'abord celles dont nous avons le contrôle absolu. En particulier les «zones tribales» où se trouvent 80% de la population africaine. Dans ces régions, nous avons ins-

tauré notre pouvoir politique depuis deux ans, avec des institutions administratives et judiciaires. Nous avons consolidé cela toute cette année, en organisant des milices populaires, en entraînant militairement les paysans, en intensifiant l'éducation politique, en édifiant les structures politiques et militaires du Parti. Nous avons fait en sorte que nos forces deviennent les forces du peuple, vivant avec lui, travail-

lant avec lui, le défendant.

Le régime s'est complètement enfui de ces zones. Ses troupes n'y entrent plus. (...) Ce qui nous intéresse, c'est de construire des institutions, ce n'est pas de combattre», disait Zvobgo. Ajoutant : «En fait le régime reconnaît l'existence du pouvoir du peuple dans ces régions : ses forces ne peuvent plus y pénétrer sans notre autorisation.»

«La deuxième catégorie ce sont les régions constes-

tées, surtout autour des villes. Là, on trouve de grandes fermes de colons blancs. Nous y avons intensifié la guerre, les fermiers n'y dorment plus.

(...) Enfin, il y a les zones urbaines proprement dites. Nous arrivons là où l'ennemi vit. Vous savez, 55% environ des colons vivent à Salisbury et 30% à Bulawayo. Tout le reste est éparpillé dans tout le pays.»

Convention médicale, ticket modérateur de la Sécurité sociale

Une lutte qui concerne travailleurs et syndicats

Conférence de presse de la CFDT

Ticket modérateur, convention médicale, franchise de 80 F, au premier abord, ces mots n'évoquent rien de très précis à l'esprit. Derrière ces mots pourtant se profilent des attaques du patronat dans le but de détruire tout le système de Sécurité sociale, arraché par les luttes des travailleurs. Présentées de façon très abstraite sous le prétexte de « combattre le gaspillage », ces mesures signifient concrètement un renforcement des inégalités devant les accidents, devant la maladie, la reconnaissance d'une médecine pour les riches et d'une médecine pour les pauvres. On doit expliquer le contenu de ces mesures et la gravité de leurs conséquences sur la santé et les conditions de vie des travailleurs, c'est la première étape vers une large mobilisation. Aujourd'hui, la CFDT donnait une conférence de presse pour expliquer son point de vue sur les attaques contre le droit à la santé.

Et il faut agir vite. En effet, en ce moment se négocie le nouvel accord qui lie les Caisses d'assurance-maladie aux médecins. Ce jeudi, le gouvernement a annoncé des mesures de « libération » des prix des médicaments, le 1er mai, le ticket modérateur entre en application. Comme l'expliquait l'orateur Robert Bono, derrière cette panoplie de mesures, il faut voir la main du patronat. Dès 1965, le CNPF dans un document difficile à se procurer programait déjà les mesures de démantèlement de la Sécurité sociale. C'est le plan formulé par le CNPF en 1965 que Barre a scrupuleusement appliqué point par point jusqu'à la phase finale qui est la convention à trois étages.

LA CONVENTION

La convention est un accord signé entre les Caisses d'assurance-maladie (la Sécurité sociale) et les syndicats de médecins. Par cet accord, cette convention, les médecins s'engageaient jusqu'à présent à respecter les tarifs fixés par la Sécurité sociale, en retour la Sécurité sociale remboursait les consultations, les soins, les examens prescrits par ces médecins aux malades. Les médecins qui ne respectaient pas cet accord et pratiquaient des tarifs « libres » sortaient de la convention et leurs malades n'étaient pas remboursés.

Avec la convention signée en 1975 et le « droit au dépasement permanent », une première entorse était faite à la garantie d'accès aux

soins pour tous. En effet, cette convention permettait à une certaine catégorie de médecins sélectionnés par une commission de dépasser les tarifs fixés par la Sécurité sociale. Les clients payaient la différence. Or, il s'agissait souvent de spécialistes dont les soins et les examens sont très coûteux, bien souvent la quasi totalité des spécialistes d'une région avaient droit au dépasement permanent, ce qui ne permettait pas aux malades d'être intégralement remboursés.

La nouvelle convention risque d'aggraver et de systématiser cette situation. Elle va accentuer la ségrégation par l'argent et va barrer l'accès aux soins pour des millions de travailleurs, de retraités, de chômeurs en difficulté du fait de la crise économique.

LE TICKET MODÉRATEUR

Pour la CFDT, la première étape dans l'explication passe par le ticket modérateur qui entre en application le 1er mai. Les mutuelles respectives ont par ailleurs engagé une campagne de pédition sur les lieux de travail contre ce ticket modérateur. Ce ticket modérateur signifie que les mutuelles n'ont plus le droit de rembourser l'in-

Les médecins sur ordinateur

Il faut savoir que les Caisses d'assurance maladie établissent le « profil » de chaque médecin sur informatique. Cela signifie que les prescriptions, consultations, visites, arrêts-maladie effectués par chaque médecin sont enregistrés sur fiche. A partir de ces fiches, les caisses tracent un profil moyen. Malheur à celui ou ceux qui s'en écartent. C'est ce qui est arrivé au docteur Lebigue. Ce médecin généraliste de Vierzon a été déconventionné sous prétexte qu'il accordait trop d'arrêts-de travail par rapport à la « moyenne départementale ».

Cette moyenne a tendance à diminuer en fonction des pressions croissantes exercées par les Caisses d'assurance-maladie sur les médecins. Le docteur Lebigue a saisi la commission nationale de l'informatique et des libertés. Il estimait en effet que la décision

des Caisses n'était pas conforme à l'article 2 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. La réponse que la commission nationale de l'informatique et des libertés a publié le 27 février abonde dans le sens des Caisses maladies et de la politique du pouvoir. Elle dit notamment que « l'utilisation de l'informatique par la Sécurité sociale pour décider du conventionnement d'un médecin n'est pas contraire à la loi ».

Le déconventionnement, cette épée de Damoclès suspendue sur la tête des médecins signifie pour eux perte de leur clientèle (qui n'est plus remboursée). La position prise par cette commission dite des « libertés » ne peut que renforcer la politique d'austérité dans le domaine de la santé.

tégralité de la différence entre ce qui est à la charge de la Sécurité sociale, à peu près 70 %, et le coût total de la dépense. Au moins 5 % de la dépense est désormais à la charge de l'assuré. Cette part peut aller jusqu'à 12 %.

Avec la « franchise de 80 % » l'assuré qui bénéficiait auparavant d'une prise en charge à 100 % pour

longue maladie devra maintenant payer 80 F par mois.

Les travailleurs sont les premiers touchés. Pour la CFDT, la bataille contre le ticket modérateur doit permettre d'expliquer et de dénoncer toute la politique du gouvernement en matière de santé. Dans bien des endroits, des accords ont été signés avec la CFDT et des syndicats de médecins

pour engager une campagne (nous avons parlé dans nos colonnes de l'exemple de Melun).

Malgré tout la campagne d'explication et de mobilisation reste à faire. Seule l'union des travailleurs, des syndicats ouvriers permettra de faire face à cette nouvelle attaque du patronat.

Léon CLADEL

LEP et lycées de Grenoble

Pour la défense des libertés syndicales

Les personnels du lycée et du LEP Louise Michel de Grenoble ont protesté à la suite d'une sanction scandaleuse du recteur Tay contre 11 enseignants coupables d'avoir insisté pour obtenir du recteur une audience afin d'avoir notamment la garantie du réemploi de tous les maîtres auxiliaires.

Après la semaine des vacances de février qui vient de s'achever, une assemblée générale avait lieu le mardi 4 mars pour relancer l'action.

Nous publions ci-dessous un communiqué intersyndical :

« Les sections académiques du SNES, SNEP (Syndicat National de l'Éducation Physique), SGEN-CFDT, SNETP-CGT (Syndicat National de l'Enseignement Technique et Professionnel) et du SNC (Syndicat National des Collèges) ont appris avec indignation la décision du recteur de Grenoble de sanctionner 11 enseignants du lycée et du LEP Louise Michel de Grenoble, en baissant de trois points leur note administrative : 11 enseignants qui, après avoir demandé vainement à deux reprises en juin et novembre 1979, audience au recteur se sont rendus en délégation intersyndicale au rectorat le 11 décembre 1979, dans l'in-

tention d'obtenir un rendez-vous. Après quinze minutes d'attente, la délégation a dû se retirer sur intervention des forces de police, qui ont relevé l'identité des délégués syndicaux. Le recteur a décidé de baisser la note de ces enseignants pénalisant ainsi les garanties dont jouissent les personnels et leurs élus commissaires paritaires. Inquiets de l'émotion suscitée par cette sanction, le recteur a menacé les enseignants qui rendraient publique sa décision de l'aggraver encore par une baisse supplémentaire de trois points. Il s'agit pour le recteur d'interdire l'action syndicale y compris en ayant recours aux forces de

police, d'étouffer l'expression du mécontentement profond et dans ce cas précis, de l'indignation de l'ensemble des personnes et de les mettre au pas.

Les sections académiques du SNES, SNEP, SGEN-CFDT, du SNETP-CGT et du SNC dénoncent les initiatives et procédures du recteur. Ils appellent les personnels à s'adresser à lui pour qu'il y renonce et lève les sanctions. Ils appellent l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale dans la continuité des actions unitaires de grève du premier trimestre à poursuivre et à intensifier les luttes de la période du 12 au 21 mars sur la plate-forme revendicative commune des 5 organisations, dont l'un des objectifs est la défense des libertés et droits syndicaux et qui sera marquée notamment par deux arrêts nationaux du travail. »

Montpellier

Une exposition contre les lois racistes

Une exposition unique à notre connaissance, est visible en ce moment dans le hall de la mairie de Montpellier jusqu'au 8 mars. Cette exposition, réalisée par le collectif* contre les lois racistes Barres-Bonnet-Stoléro, a pour but d'informer et de sensibiliser la population montpeliérienne sur les conditions de vie et de travail des immigrés en France, et de donner des explications sur les projets ignominieux du gouvernement à l'égard des immigrés. Cela à partir de photos, de dessins, de chiffres très agréables à regarder, à lire... Pour lancer l'exposition dimanche 2 mars, le collectif avait organisé un meeting-débat : un succès puisqu'un millier de personnes s'y sont rendues. D'abord l'intervention au nom du collectif, très chaleureuse, soulignant la portée des lois, la nécessité de lutter au coude à coude, Français et immigrés dans l'unité, la possibilité de gagner jusqu'à Marseille (les Tuileries), à Orléans, la lutte a payé. Un conseiller municipal est intervenu aussi pour marquer son soutien aux actions du collectif, soutien auquel la municipalité a participé en louant la salle du meeting à la moitié du prix habituel. Le groupe

musical marocain, Lem Chahab, clôturait ce meeting spectacle.

Cette exposition, par le large public qu'elle touchera, sera un pas en avant contre les lois racistes Barres-Bonnet-Stoléro.

Au cours de cette exposition, une permanence du

collectif est assurée pour discuter et débattre avec les visiteurs.

Correspondant MONTPELLIER

* Dans le collectif, des organisations syndicales, des partis politiques, des associations culturelles, d'étudiants, des personnalités... En tout une trentaine d'organisations.

Reprise des cours dans toutes les facultés d'Angers depuis mardi matin

Lors des assemblées générales qui ont eu lieu le lundi matin dans chaque faculté (IUT, Lettres, Droit, Sciences), la reprise des cours a été votée à une large majorité surtout en IUT et Sciences, avec un plus faible pourcentage en Droit et Lettres. La démobilitation assez importante du fait des vacances la semaine dernière n'a pas réellement permis que le mouvement redémarre sur de nouvelles bases, et que la grève soit reconduite.

De l'avis de beaucoup d'étudiants d'ailleurs : « Le mouvement ne pouvait continuer comme cela ». Les votes le montrent : il y a encore beaucoup d'étudiants, qui, bien qu'ils aient repris le travail, sont encore déterminés. Il est vrai par ailleurs que l'effritement du mouvement les deux dernières semaines, du fait de la restriction des cibles : « le préfet doit céder !!! » n'a pas permis d'élargir la mobilisation. Il reste aujourd'hui à définir de nouvelles perspectives de lutte compte tenu de la reprise des cours, mais cette fois dans le cadre d'un mouvement national. Une assemblée générale doit avoir lieu dans la semaine pour débattre des perspectives à donner au mouvement.

La tentative d'obtenir un accès terrestre à l'océan Indien, qui fut un des objectifs des tsars, est aussi aujourd'hui un des objectifs du Kremlin, en Asie centrale. En envahissant l'Afghanistan, l'URSS s'est rapprochée de l'océan Indien. Un pays l'en sépare encore : le Pakistan. Jusqu'à quand ? Si l'URSS n'est prête à ménager aucun prétexte pour intervenir contre le Pakistan, cela ne signifie pas forcément une attaque frontale, une invasion ; elle peut aussi essayer d'exploiter à son profit le contentieux existant de longue date, bien avant le coup d'Etat prosoviétique de 1978, entre l'Afghanistan et le Pakistan, en rapport avec le problème des nationalités vivant dans les deux pays.

L'URSS peut essayer d'exploiter à son profit, notamment le problème baloutche, le Baloutchistan pakistanais constituant une sorte de verrou entre l'Afghanistan et l'océan Indien. Déjà, ces dernières années, l'URSS est intervenue en armant certains mouvements baloutches sur lesquels elle a essayé d'étendre son contrôle, y compris par l'intermédiaire des formations politiques prosoviétiques afghanes. Pousser en avant les vieilles revendications afghanes sur le Baloutchistan ou le Pachtounistan, ou hier encore, soutenir les plans de «grand Baloutchistan» ou de «grand Pachtounistan», sont au nombre des manœuvres auxquelles l'URSS peut recourir pour développer aujourd'hui sa politique expansionniste.

On parle beaucoup des possibilités qu'aurait l'URSS, d'exploiter la question des nationalités en Afghanistan, et dans les pays limitrophes, notamment des nationalités vivant à la fois en Afghanistan et au Pakistan. Quels sont les risques sur ce plan ?

D'abord, il y a des minorités qui vivent à la fois en Afghanistan et en URSS. Lorsqu'autrefois, le tsar a conquis les provinces d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan, etc., il y a eu un exode massif vers l'Afghanistan. De ce fait, il y a toujours eu une haine contre la domination russe dans cette région, dont la population constate aujourd'hui que l'URSS mène la même politique expansionniste que celle des tsars. Certes, les équipes soviétiques qui ont envahi l'Afghanistan, sont composées en grande majorité d'Ouzbèges, de Tadjiks, de ressortissants des Républiques du sud de l'URSS, mais, je ne vois pas la possibilité pour l'URSS de jouer sur les minorités nationales du nord de l'Afghanistan, car celles-ci sont farouchement hostiles à la domination soviétique.

Il y a d'autres nationalités qui, elles, vivent à la fois en Afghanistan et au Pakistan. Les Pachtounes qui sont 7 millions en Afghanistan, où ils constituent la nationalité dominante, sont également 7 millions au Pakistan. Quant aux Baloutches, ils vivent à la fois en Afghanistan, où ils sont très minoritaires, au Pakistan et en Iran.

UNE BOMBE A RETARDEMENT LAISSEE PAR L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

Historiquement, le Pachtounistan et le Baloutchistan faisaient partie de l'Afghanistan ?

Oui. La frontière naturelle entre l'Afghanistan et l'empire des Indes britanniques, était constituée par le fleuve Indus. A l'est de ce fleuve, il y avait l'empire des Indes, tandis qu'à l'ouest, l'Afghanistan englobait le Baloutchistan et le Pachtounistan, du moins était-ce le désir des souverains afghans, car les Britanniques, qui colonisaient les Indes, ont toujours essayé d'arrêter sur cette souveraineté afghane. Au 19^{ème} siècle, lorsque les Anglais ont établi leur protectorat sur l'Afghanistan, sous le règne du roi afghan, Abd er-Rahmân, ils ont obligé celui-ci à accepter une frontière tracée par l'anglais Diwrân, et qu'on appelle la ligne Durand. Cette frontière coupait en deux des nationalités, les Pachtounes, et les Baloutches. Essentiellement nomades, ils ont continué à se déplacer invariablement d'un côté à l'autre de la frontière qui restait pour eux théorique. Aucun gouvernement afghan n'a accepté l'existence de cette frontière, considérée comme provisoire. Lors de

la 3^{ème} guerre afghano-anglaise, menée côté afghan sous la direction du roi Amanoullah, qui a chassé les anglais de cette région, il y a eu des divergences parmi les dirigeants afghans. Certains d'entre eux, d'accord en cela avec un certain nombre d'intellectuels afghans, voulaient poursuivre le combat contre les anglais, jusqu'à Delhi, pour libérer l'Inde. Les autres dirigeants ont accepté le compromis avec les anglais qui accordaient l'indépendance totale de l'Afghanistan mais, à condition que ce soit dans le cadre des frontières tracées auparavant par les Anglais eux-mêmes. Plus tard, après le siège d'Amanoullah, Nader Shah a aussi demandé la remise en cause de la frontière imposée par les Anglais. Ceux-ci ont alors promis qu'ils s'occuperaient de ce problème, une fois la deuxième guerre mondiale terminée. Après la guerre, dont les vieilles puissances coloniales comme la France ou la Grande-Bretagne sortaient très affaiblies, l'Inde a obtenu son indépendance. Il y avait alors en Inde, deux mouvements : l'un hindou, l'autre musulman, et ce dernier voulait la constitution d'une entité propre sur la base de l'Islam.

APRES 1947

En 1947, les Anglais ont créé l'Etat-pakistanaï. Là, au lieu de respecter la promesse qu'ils avaient faite au souverain afghan, de revoir le tracé de la frontière est de l'Afghanistan, ils ont demandé aux provinces baloutche et pachtoune de l'empire des Indes, si elles voulaient rester dans le nouvel Etat indien indépendant ou bien si elles voulaient rejoindre l'Etat pakistanaï que la Grande-Bretagne venait de créer. Lors du référendum sur cette question, organisée sur l'initiative des anglais, une majorité s'est dessinée en faveur de l'adhésion à l'Etat pakistanaï. Ce référendum n'a pas été reconnu par l'Afghanistan. Depuis cette date, un conflit existe entre l'Afghanistan et le Pakistan et les divergences n'ont jamais cessé entre les deux pays sur le tracé de la frontière qui les sépare.

LES RELATIONS ENTRE KABOUL ET LES MOUVEMENTS SEPARATISTES AU PAKISTAN

Y a-t-il des relations entre le régime afghan et les mouvements autonomistes ou séparatistes au Pakistan, et de quel ordre ? Quelle est l'attitude de l'URSS par rapport à ces mouvements ?

En Afghanistan, le pouvoir appartient essentiellement à la nation des Pachtounes, et les dirigeants afghans ont toujours soutenu les mouvements autonomistes au sein du Pakistan, notamment les mouvements du Pachtounistan, la province nord-ouest du Pakistan. L'un de ces

mouvements est le Parti National Démocratique (PND) dirigé par Abdel Wali Khan, qui a toujours eu de bonnes relations avec les formations politiques communistes, pro-soviétiques, en Afghanistan, c'est-à-dire le Kahlq et le Parcham. Le PND est d'obédience soviétique et l'URSS a, à plusieurs reprises, essayé de pousser le mouvement séparatiste dans cette région. Il existe aussi une branche de ce parti au Baloutchistan pakistanais, et dans le sud de l'Afghanistan. Son dirigeant, Bizenjo, a travaillé avec le Kahlq de Taraki et Amin, tandis que Abdel Wali Khan travaillait souvent avec l'autre fraction, le Parcham de Babrak Karmal. Ces mouvements autonomistes ou séparatistes ont mené constamment une lutte armée.

SOUS DAOUD

Il y a eu convergence entre ces mouvements et les revendications des autorités afghanes. Dès les années 1950, Daoud, alors qu'il était premier ministre, a à plusieurs occasions, essayé d'exploiter le contentieux avec le Pakistan, et il a toujours reçu sur ce point, le soutien de l'URSS. Car la politique de l'URSS a visé de longue date à diviser le Pakistan. On l'a bien vu en 1971 avec le soutien que Moscou a apporté à l'agression indienne, pour démembrer le Pakistan, et qui a abouti à la sécession du Bangladesh. Mais, l'URSS a essayé aussi d'encourager la division du Pakistan à l'ouest, et de pousser les revendications des gouvernements afghans sur cette région, afin d'acquiescer pour elle-même un accès direct à l'Océan-Indien. Daoud, après le coup d'Etat de 1973 qui l'a ramené au pouvoir, a créé des bases d'entraînement des mouvements baloutches sur le territoire afghan. Peu avant la fin de son règne, alors qu'il avait pris quelque distance vis-à-vis de l'URSS et qu'il s'était rapproché de l'Iran, le Shah lui avait conseillé de se réconcilier avec le Pakistan ; il y eut, effectivement un rapprochement avec ce pays.

APRES DAOUD

Après la chute de Daoud, Taraki et Amin, ont, à partir d'avril 1978, développé les relations avec les mouvements autonomistes au Baloutchistan et au Pachtounistan, pour y fomenter des troubles. L'existence de mouvements relativement puissants au Baloutchistan, et au Pachtounistan, a amené Taraki à essayer de se rapprocher plus de ces mouvements et de pousser plus loin leurs revendications, suscitant ainsi des conditions favorables à l'intervention de l'URSS contre le Pakistan, une intervention directe ou par l'intermédiaire de l'Afghanistan. C'est pourquoi nous pensons que l'Afghanistan est une première étape de la poussée soviétique dans cette région. Si l'URSS réussissait à stabiliser la

- Problème des nationalités en Asie centrale
- Contentieux Afghanistan-Pakistan

L'URSS veut s'en servir pour accéder à l'Océan Indien

Enquête réalisée avec la Fédération des étudiants afghans à l'étranger (F.A.S.A) par Jean-Paul Gay



situation en Afghanistan, elle pourrait très vite agir pour encourager dans son propre intérêt, un mouvement séparatiste au Pakistan. Cette nouvelle division du Pakistan, cette fois-ci à l'ouest, permettrait à l'URSS d'atteindre l'Océan Indien par le Baloutchistan.

L'URSS EST INTERESSEE PAR LE PROJET DE «GRAND BALOUCHISTAN»

Quelle fonction peut avoir le projet de «grand Baloutchistan» ?

A l'intérieur des frontières de l'Afghanistan, il y a très peu de Baloutches. La majeure partie des Baloutches vivent au Pakistan, et il y en a aussi en Iran. Le projet de «grand Baloutchistan» qui regrouperait l'ensemble des Baloutches, et auquel ceux-ci aspirent, est aussi un rêve caressé par l'URSS. Sa réalisation supposerait forcément un conflit entre l'Afghanistan et le Pakistan, plus qu'entre l'Afghanistan et l'Iran, car le mouvement séparatiste Baloutche est beaucoup plus développé au Pakistan qu'en Iran, ce qui n'exclut pas l'éventualité de voir l'URSS essayer de jouer aussi sur le mouvement Baloutche d'Iran. Dans le Baloutchistan pakistanais, certaines tribus auraient reçu des instructeurs cubains et soviétiques. Les mouvements Baloutches au Pakistan sont assez puissants, ils existent sur une base tribale, ce sont souvent les chefs de tribus qui sont en même temps les chefs politiques de ces mouvements. Un des plus importants qui a plusieurs députés à l'assemblée nationale pakistanaïse, c'est celui que nous avons déjà cité, dirigé par Abdel Wali Khan, pro-soviétique de longue date, et qui participe, avec la droite, au renversement d'Ali Bhutto. Mais actuellement, il existe aussi des mouvements Baloutches contre la présence soviétique en Afghanistan.

Nous pensons qu'avant de s'attaquer au Pakistan, l'URSS

va essayer de stabiliser l'Afghanistan. Il y a une autre éventualité qui, bien que moins probable, n'est pas à exclure, c'est que l'URSS fasse provisoirement marché arrière en Afghanistan, et qu'elle y installe, en accord avec les Etats-Unis, un gouvernement tel que l'Afghanistan constitue à nouveau, pendant quelque temps, un Etat tampon entre le Pakistan et l'URSS, comme à l'époque de Daoud.

LE DROIT A L'AUTODETERMINATION

Les Baloutches et les Pachtounes défendent au Pakistan des aspirations nationales, que l'URSS veut détourner à son profit. Comment les patriotes et les révolutionnaires afghans voient-ils la résolution du problème des nationalités au Pakistan ?

Le gouvernement pakistanaïse a cherché à se ménager ces nationalités en leur accordant parfois quelque autonomie, surtout après la sécession du Bangladesh en 1971. Zia-Ul-Aq a poursuivi la même politique.

Nous sommes, quant à nous, pour le droit à l'autodétermination des nationalités du Pakistan comme de celles d'Afghanistan. Mais, nous sommes contre l'ingérence du gouvernement afghan dans cette affaire. Nous avons toujours pensé que le gouvernement afghan, qui réprime les minorités nationales en Afghanistan, qui ne représente pas le peuple, mais l'opprime, ne peut pas prétendre libérer les minorités nationales, ailleurs. Même si historiquement le Baloutchistan et le Pachtounistan ont appartenu à l'Afghanistan, actuellement ils font partie du Pakistan, dans le cadre duquel ils sont d'ailleurs plus développés que l'Afghanistan, sur le plan économique. Hostiles aux ingérences des autorités afghanes, nous défendons le droit de ces minorités nationales à l'autodétermination, leur droit à disposer d'elles-mêmes.